

[Print](#)

L'ennemi public n° 1 : le système monétaire mondialisé

Par [Jean-Yves Jézéquel](#)

Mondialisation.ca, 21 novembre 2016

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/lennemi-public-n-1-le-systeme-monetaire-mondialise/5558219>



Si nous voulons trouver une solution aux problèmes graves qui nous touchent, il est tout d'abord indispensable d'avoir une vision claire et une connaissance approfondie de ces problèmes et de leur origine. Un diagnostic précis est indispensable à la prescription du remède adéquat pour une guérison possible ! Tant qu'on ne connaît pas vraiment bien le problème qui se pose pour nous, aucune résolution ne peut avoir lieu ! Il faut ajouter : connaître vraiment un problème c'est avoir déjà sa solution. Si nous n'avons pas encore trouvé les moyens de résoudre le problème qui nous colle à la peau et qui répand sa dévastation sur le monde, c'est parce que nous refusons sans doute de le regarder en face pour des raisons qu'en réalité nous connaissons tous mais dont nous ne voulons peut-être rien savoir ! Pourquoi cet aveuglement volontaire notamment des médias?

Pourquoi ce silence muet sur la réalité et la propagande mensongère qui inonde l'information ainsi galvaudée? Pourquoi cette trahison collective de notre propre intelligence, de notre raison, de notre conscience ? Nous pouvons trouver la réponse à ces questions dérangeantes, car le moment est peut-être venu d'une Ère nouvelle qui s'annonce par un bouleversement planétaire devenu inévitable ou de la part des hommes ou de la part de la nature elle-même...

Ce n'est pas le triomphalisme du Capitalisme qui a provoqué la chute du communisme. Ce n'est pas Ben Laden qui a provoqué la chute du Capitalisme (et pas plus celle du WTC), c'est le capitalisme financier lui-même qui détruit l'Occident tout entier. C'est sa logique barbare qui est à l'origine de tous nos maux.

C'est à chacun d'entre nous d'être le changement que nous proposons.

Cet enchaînement meurtrier qui frappe aujourd'hui nos peuples européens et qui installe à nouveau les logiques autoritaristes, dictatoriales, fascistes, de plus en plus visibles dans l'UE, s'est déroulé en 4 étapes.

1 – La dérégulation économique et financière décrétée par les accords de la Jamaïque en 1976, à l'initiative de Thatcher et Reagan, laissant libre cours à l'ultra capitalisme ou ultra libéralisme, expliquait très naturellement que les riches, possédant un capital allaient bénéficier de revenus supplémentaires considérables. Les autres, n'ayant que leur seul travail, allaient subir la stagnation puis la régression des salaires, puisque le revenu spéculatif se suffit à lui-même tandis que la valeur travail disparaîtrait dans la logique ultra libérale. Puis, la régression des salaires allait à son tour entraîner logiquement la difficulté à accéder aux services publics et sociaux

qui perdraient en conséquence leur gratuité. La précarisation, le chômage et la perte des revenus de transfert (services publics et sociaux) entraîneraient enfin le déclassement des classes moyennes.

2 – Ce déclassement devenait vite une injustice insupportable, source de colère sociale. Logiquement, le système économique et financier aurait dû être l'ennemi public N°1 à abattre. Mais, ce dernier a d'emblée situé le débat sur le plan émotionnel en attirant le regard de ces classes sociales souffrantes sur la « distinction », faisant la différence entre elles et les classes encore plus pauvres qu'elles, afin d'échapper au déclassement. Dans ce contexte de manipulation par le système, l'immigré devint alors un parfait bouc émissaire.

3 – Dans cette nouvelle situation politique et sociale, les autoritarismes et xénophobies ont trouvé un terrain favorable à leur renaissance ! On peut dire aujourd'hui que si la casse sociale n'est pas stoppée d'urgence par des hommes politiques avisés, alors nous allons tout droit vers le fascisme renaissant, tel qu'on le voit, en effet, actuellement dans la politique de répression, de surveillance à outrance, de perte des libertés fondamentales, de l'autoritarisme politique qui ignore les principes les plus élémentaires des urnes. Les peuples sont mis au « pas de l'oie » par la prolifération de lois liberticides... une pratique courante de l'Etat policier en marche vers la militarisation intensive de l'Europe et la menace de guerre nucléaire.

4 – Ces Pouvoirs, entièrement inféodés à l'idéologie ultra libérale, inspirés par la peur et la haine de l'autre qui est différent et donc menaçant, ne peuvent se maintenir à cette place dominante qu'en promotionnant des logiques guerrières et des gouvernements autoritaires. Ce processus est de nouveau en marche. On le voit particulièrement à Bruxelles.

Quant au président français, il n'hésite pas à recourir à la surveillance quasi sans limite des citoyens ; il n'hésite pas à utiliser la « menace terroriste » pour justifier la régression démocratique spectaculaire commencée avec Sarkozy ; il n'hésite pas à partir en guerre et à financer mais aussi armer les djihadistes du Front Al-Nosra devenu le Front Fateh Al-Cham faisant partie aujourd'hui de Daech ; il n'hésite pas à commanditer des crimes d'Etat réalisés par les Services Spéciaux afin de focaliser l'attention des colères sociales sur l'ennemi extérieur et bouc émissaire désigné par ce système... C'est l'exemple parfait du massacre des journalistes de Charlie Hebdo !

Que chacun prenne le temps de réfléchir et d'observer qu'un Etat soutenant, armant, formant et finançant des groupes terroristes, de manière tout à fait officielle, non dissimulée, ne peut être que le grand terroriste en chef, celui qui manipule ces factions criminelles au service de sa seule et unique raison d'être théocratique, absolutiste, ennemie de la démocratie... Le cauchemar du Pouvoir c'est la démocratie : il fait tout pour se transformer en leurre démocratique et tout pour empêcher toute naissance de ce qui est pour lui l'abomination démocratique !

Samuel Huntington, dans le « Choc des civilisations », Odile Jacob, 1997, écrit : « les problèmes de gouvernance, aujourd'hui, aux Etats-Unis, proviennent d'un excès de démocratie » ! Ce qui est fortement démocratique engendrerait donc le chaos, compris comme une défaillance de l'ordre absolu? CQFD: la démocratie n'est donc pas compatible avec le fascisme de l'ordre absolu. Serait-ce donc une sorte de régime hitlérien qui serait l'idéal recherché par la politique des Etats-Unis désirant l'imposer à tout l'Occident?!

Les économies de marché ayant pris le pas sur les Gouvernements, il est logique que ce soit alors les grandes entreprises multinationales qui fassent la pluie et le beau temps sur la société. La loi du profit est donc la loi fondamentale de cette société ultra capitaliste qui n'en a que faire de l'humain et de ses besoins fondamentaux ! Tout cela n'a rien à voir avec un « excès de démocratie

» ! C'est justement le contraire : une absence de l'homme et donc de ce qui est fondamental à l'existence d'une démocratie (un peuple d'humains qui se gouverne par lui-même !)

Alain Minc n'a pas hésité à dire, dans un article du Point : « faire croire aux peuples européens qu'ils doivent être consultés à chaque grande étape de la construction européenne, est non seulement démagogique, mais criminel » ! Ce genre de déclaration est réellement étrange et provoque une certaine inquiétude lorsqu'on fait le rapprochement entre les mots « criminel » et « démocratie »...

Thomas Friedman, éditorialiste du New York Time a fait l'éloge de l'autocratie chinoise, en expliquant que l'efficacité chinoise viendrait de son Régime autocratique.

Des gouvernants techniciens ont été placés en Grèce et en Italie, chargés de mettre en application l'austérité. Les peuples ont donc été mis en demeure de payer les conséquences des dérèglements financiers : une dette fictive qui ne les concerne pas. De plus, ces techniciens sont tous liés à la banque Goldman Sachs représentant le cynisme financier le plus exacerbé de tous ces derniers temps. Si l'on choisit délibérément la logique financière plutôt que la logique démocratique, c'est dire qu'on ne veut pas la paix.

Les marchés financiers agissent à une vitesse extrême; ce sont des milliers de transactions qui se déroulent à la seconde. Les décisions sont rapides. Les Etats et les principes de démocratie ne sont pas compatibles avec ces coutumes dans lesquelles la rapidité décisionnelle est déterminante. Les Etats sont donc priés de laisser les techniciens financiers prendre les rênes du pouvoir. Et c'est ainsi que les démocraties même embryonnaires sont purement et simplement enterrées. Des régimes autoritaires prennent le relais : c'est la finance qui compte et c'est elle qui donne son avis sur tout en se passant de celui des peuples. Lorsque la « démocratie est criminelle » (Minc) c'est lorsqu'elle met en péril l'avenir doré du totalitarisme monétaire qui passe avant la fraternité humanitaire...

Au cœur de l'économie se trouve le pouvoir financier. La finance est liée à l'accoutumance euphorie et panique. Un tel système ne peut qu'être chaotique. En 1930, on a vu la période ultra capitaliste se transformer en ultra dirigisme bureaucratique, puis totalitaire avant de devenir guerrière.

Aujourd'hui, c'est exactement la même logique qui est en marche : nous marchons dans les pas déjà tracés par la crise de 1929 et cela nous conduit exactement au même point qu'on voulait pourtant à tout prix éviter, théoriquement.

Si une logique de libéralisme financier spéculateur nous a déjà conduits au chaos en 1929, pourquoi cette même logique, débridée en 1976 à la Jamaïque, aurait-elle eu désormais un autre effet que celui de nous conduire au même chaos ? Les mêmes causes produisent les mêmes effets ! En 2007/2008, la « crise » bancaire explosait à la face du monde et les contribuables devaient se transformer en « sauveurs de banques » qui se remettaient aussitôt à les piller sans vergogne ! De plus, le système financier prédateur allait exiger pour les peuples, «l'austérité». Courbant l'échine, les peuples étaient sanctionnés pour des délits commis par les banques coupables de ce malheur...

En 1963 JF. Kennedy demandait un rapport dans lequel il posait la question : « quelles conséquences aurait un système mondial fondé sur une paix durable ? »

Réponse du rapport : « En l'état actuel de nos connaissances, le système fondé sur le pouvoir de faire la guerre est trop structurant dans tous les domaines – économique, social, culturel et bien sûr militaire- pour pouvoir envisager de l'abandonner » !

Dans ce commentaire, par Kenneth Galbraith « La paix indésirable, Rapport sur l'utilité des guerres», Calmann-Lévy, 1984, on peut comprendre pourquoi les sociétés capitalistes ont un besoin vital de se fabriquer des ennemis quand la « paix menace de s'installer durablement » !

L'histoire tragique des guerres, nous avait appris à quel point un ultra libéralisme débridé n'avait pour seule « vertu » que celle de « libérer » le démon des égocentrismes d'États et des égoïsmes des personnes et des Trusts...

A Bretton Woods, du 1er au 22 juillet 1944, aux États-Unis, les grandes nations du monde entier avaient signé un accord qui fixait les règles d'une stabilité économique planétaire. Le premier problème de cet accord, venait de ce que ce sont les États-Unis qui fixaient les règles, ayant l'économie la plus forte, après avoir vendu un armement colossal aux pays alliés comme d'ailleurs à l'Allemagne nazie elle-même. Déjà, dans cette base, se trouvait le ferment d'une perversion : celle qu'on peut appeler avec Nietzsche, « La volonté de puissance » et une manifestation pathologique de toute-puissance !

Ayant fixé les règles, les Américains n'étaient pas obligés de respecter leur engagement envers les comptes extérieurs.

D'ailleurs le FMI n'a jamais joué son rôle de gendarme sur les fluctuations énormes du dollar.

Une inflation spectaculaire du dollar se produisait dans les années 70, à cause d'une voracité du complexe militaro-industriel faisant son beurre avec la guerre du Viêt Nam et à cause de la course à l'espace sous emprise d'anti communisme : il fallait à tout prix devancer l'Union Soviétique.

En 1971, les Américains suspendaient la convertibilité du dollar en or. Le dollar étant la devise de référence, tous les pays étaient piégés dans ce système qui dépendait entièrement des décisions américaines. Techniquement, c'est la République Fédérale d'Allemagne qui mettra fin, la première, aux accords de Bretton Woods, justement pour échapper à cette souricière.

La régulation organisée du système international monétaire n'existait plus à partir des accords de la Jamaïque, signés le 8 janvier 1976.

Le FMI perdait aussitôt son rôle technique de gendarme en cas de dérapage.

A partir de là, tout allait dépendre des taux de variations du dollar américain. Ces variations allaient être fréquentes et extrêmement brutales.

Le fameux « Dilemme Triffin », allait démontrer que la devise du dollar ne pouvait que générer la méfiance, alors que tout reposait sur elle! Ce système n'était donc pas viable ! La dette des États-Unis passera à 356,7% du PIB en juin 2008, annonçant l'effondrement du système avec fracas. Mais, les centaines de millions de contribuables étaient là pour éponger les dégâts pendant que les profiteurs d'en haut devenaient, à l'occasion, les plus grosses fortunes du monde! Tout avait été prévu pour que les Etats ne puissent plus s'en sortir par eux-mêmes, les Banques nationales ayant été dépossédées de leur pouvoir traditionnels, en ce qui nous concerne, par les « accords » de l'Union Européenne et les pouvoirs transférés à la BCE (Banque Centrale Européenne), entièrement

conçue sur le modèle de la Fed (Federal Reserve System ou Banque Centrale des USA) pour gérer un Euro entièrement calqué sur le Dollar.

Le néolibéralisme ou ultralibéralisme né avec les accords de la Jamaïque, en 1976, allait en 1980, inspirer la politique de Reagan et de Thatcher, de Pinochet et du FMI, de l'OMC et de la Banque Mondiale ainsi que de l'Union Européenne.

Cette nouvelle direction de l'économie mondiale se basera sur la dérégulation des marchés et sur une levée de toutes les contraintes, en particulier fiscales, et qui pesaient logiquement sur les initiatives privées ; la dérégulation des marchés et la levée des contraintes fiscales et autres, allaient donc se faire au nom de la liberté de l'individu et de « l'efficacité économique ».

Avec ce renforcement du libéralisme, provoquant l'avènement de l'ultra libéralisme, le résultat ne se faisait pas attendre : on obtenait très rapidement une phénoménale emprise des mécanismes du marché sur l'ensemble de la vie.

Les inégalités sociales allaient exploser et la souveraineté des États disparaître : c'est désormais, aujourd'hui, la haute Finance qui dirige la vie des sociétés, c'est elle qui fait la pluie et le beau temps, c'est elle qui autorise, permet, refuse ou condamne. Les États sont à sa merci et leur dette les met à genoux face à sa quasi divinité « révélée ».

Les Agences de notations donnent leurs bons ou mauvais points aux Etats, aux pays théoriquement « souverains », en les livrant ainsi à la turbulence des marchés et aux états d'âmes des investisseurs. Pour être bien noté, il faudra satisfaire aux lois intransigeantes de la dictature financière au service du profit pour les 20% de « profiteurs d'en haut », laissant sur place les 80% d'une population priée de se serrer la ceinture en récitant religieusement le credo du dogme de l'austérité et en allant même jusqu'à « sauver » par l'impôt le système bancaire et les tyrans « profiteurs » qui les abusent! Voilà la situation du désastre sociétal et civilisationnel qui nous concerne aujourd'hui avec ses conséquences tragiques concernant, avant tout, les pays du Sud traditionnellement pillés par l'Occident colonialiste ou néo colonialistes.

Le système monétaire international était donc créé à Bretton Woods (1944) et les grandes banques américaines avec la Fed (Federal Reserve System – Banque Centrale USA) et le BIS (Bank International Settlements, appelée aussi « la banque des banques centrales », ou « l'œil du Mordor » dont la tour est le siège à Bâle en Suisse), contrôleraient désormais l'économie mondiale : ce système monétaire ne dépendait pas de l'économie réelle des nations du monde, mais c'est l'économie réelle des nations du monde entier qui allait, à partir de ce moment là, dépendre du système monétaire mis en place par les USA ! Le ver était d'emblée dans le fruit !

Il faut donc comprendre que notre système monétaire basé sur le dollar détermine l'économie, plutôt que le contraire. En effet, c'est l'économie qui devrait faire le système monétaire. C'est l'économie d'un pays qui doit fixer le système monétaire qui s'applique à cette économie.

En constatant à quel point ce système marche sur la tête, on peut tout de suite savoir à qui profite cette aberration et pourquoi existent tant d'incohérences dans nos sociétés qui passent leur vie à lutter contre le « chômage endémique » et autres malheurs fatalement récurrents dans ces conditions!

On peut ainsi mesurer à quel point peut être dérisoire, insensée, absurde, l'imposition à coup de 49-3, d'une loi El-Khomri pour traiter le « problème » économique et l'emploi lié à l'économie ! Tant que les politiques « aveugles » qui conduisent la France et l'Union

Européenne dans l'idéologie ultra libérale, seront en vigueur, nous assisterons à l'absurde, au cynisme démesuré d'un échec « programmé », volontaire, ouvertement voulu pour l'élimination d'une population devenue inutile dans cette perspective de la dictature absolue du monétaire spéculateur se suffisant à lui-même !

C'est là qu'était le mal clairement identifié et qui explique les malheurs actuels dans lesquels toutes les politiques sont enfermées, qu'elles soient de droite ou de gauche!

La solution à nos malheurs se trouve donc dans le bouleversement du système monétaire, dans une refondation de son rôle, dans une réforme complète de sa signification et de sa fonction au cœur d'une société future qui ne peut être que celle de l'émancipation de la marchandisation. A cette fin, c'est une « subversion du capitalisme » qu'il faudra réaliser pour la libération des peuples pris en otages par le système carcéral de la Finance prédatrice.

Jean-Yves Jézéquel

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Jean-Yves Jézéquel, Mondialisation.ca, 2016